

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

Les paniers des «Femmes Solidaires Sans Frontières»

L'association «Femmes Solidaires Sans Frontières» existe depuis une dizaine d'années. Active dans la région de Renens (Vaud), elle réunit des femmes de diverses origines qui habitent la région. Ses objectifs sont l'échange et l'entraide entre femmes. Elle organise des rencontres à thème tous les premiers mercredi du mois, abordant tout sujet pouvant intéresser les femmes. Depuis les questions liées à l'éducation, en passant par les dangers et les opportunités d'internet, jusqu'à des problèmes politiques comme l'intégration. Elle organise des «repas multiculturels pas chers» chaque second vendredi du mois, comme moyen de rencontre et de valorisation des différentes cultures. Et chaque lundi après-midi, la «pause solidarité-femmes» représente un espace d'accueil, d'entraide, de rencontres et d'échanges.

Entre la graine et l'assiette, les femmes s'en mêlent

Depuis deux ans, «Femmes Solidaires Sans Frontières» organise la distribution de paniers de légumes, concrétisant de manière originale le lien entre agriculteurs et consommatrices. Cette fois-ci, et c'est ce qui rend cette expérience d'agriculture contractuelle de proximité si particulière, c'est que l'initiative revient à un groupe de consommatrices. Ce sont elles, des femmes d'origines diverses et de revenus modestes, qui ont imaginé et mis sur pied un système d'approvisionnement de légumes de saison. Mais comment y sont-elles arrivées?

Mme Pilar Arce, qui se charge de manière bénévole du suivi de cet engagement, ne se contente pas de m'expliquer les motivations qui la poussent à s'investir dans cette entreprise: elle ne peut contenir sa colère face à un système qui dépossède les consommatrices du droit à s'alimenter sainement, de la disparition de produits ayant du goût, des effets pervers du transport à outrance, de l'exploitation des ressources naturelles et des personnes.

Originaire d'Espagne, elle prend ces exemples de sa vie quotidienne, mais aussi de son pays natal, où certains producteurs cravatés connaissent à peine leurs terrains et où d'autres petits paysans peinent à survivre. C'est donc à partir d'une inquiétude ressentie concrètement par ces femmes que l'aventure des paniers est née. Mme Anne-Lise Tombez, initiatrice de ce projet, se rappelle d'une

soirée à thème intitulée: «Que mettre dans son assiette pour éviter de polluer la planète et de tomber malade», traduisant la responsabilité des femmes de l'association dans la composition des repas et la santé de leurs enfants. C'était en 2005, et la personne invitée pour la soirée venait des Jardins de Cocagne (coopérative agricole de producteurs et consommateurs à Genève). Parallèlement, l'association a distribué un papier au marché de Renens, lors de la semaine du goût. «On ne joue pas avec la nourriture!», s'indignait le flyer qui invitait à une réunion pour l'organisation des paniers. Il soulignait lui aussi les inquiétudes de ces femmes ainsi que leurs envies, touchant clairement à des aspects concrets de santé et de qualité (goût), mais aussi à des aspects sociaux et politiques (place des paysans, exploitation, diminution du pouvoir de décision face aux multinationales).

Femmes cherchent agriculteurs pour paniers de proximité

L'association s'est ensuite mise à la recherche d'un agriculteur prêt à leur livrer les paniers. Les premiers contacts ont été faits avec un petit paysan de Crissier à l'automne 2005. Il leur a fait découvrir de multiples variétés de pommes. Le souvenir de la première distribution réalisée spontanément et à partir de rien (une voiture, des copines et beaucoup de joie) leur fait pétiller les yeux. L'évident succès de cette expérience a redonné du «pep» au groupe et c'est finalement avec Monsieur Henny, de Boussens, qu'un accord a pu être passé. Ainsi, il livre depuis 2006, de mai à février, 29 paniers tous les 15 jours, pour une valeur de 12 francs. Parallèlement aux paniers de légumes bimensuels, elles ont des contacts ponctuels avec d'autres producteurs, que ce soit pour de la viande ou des abricots en vente directe. Et ce sont actuellement une trentaine de familles qui participent à l'aventure. Les paniers sont payés au producteur à la livraison. Une personne s'engage à être présente pendant deux heures au moment du retrait des paniers. Les femmes les paient lorsqu'elles viennent les retirer, et c'est toujours l'occasion de partager un café, des recettes, des impressions, des moments agréables.

Dans ce milieu populaire, la valeur modique du panier participe au succès de l'opération et c'est là encore une particularité de cette expérience qui mérite

d'être relevée. En effet, les femmes de la région, migrantes ou autochtones, proviennent souvent de zones rurales et sont donc réceptives aux différences de goûts, à la disparition des petites exploitations agricoles et aux autres effets négatifs de l'industrialisation de l'agriculture.

Grain de sel sur la table et grain de sable dans l'engrenage...

Les légumes du panier ne sont pas «bio». Pour l'association, l'accent est porté sur la proximité, la consommation de produits de saison, la communication avec le producteur. «L'alimentation, et donc l'agriculture, sont l'affaire de tous», affirment les femmes de l'association dans un de ses tracts. Si tout le vocabulaire en vogue pour décrire l'agriculture contractuelle de proximité n'est pas employé, l'essentiel y est, enraciné dans un vécu qui ne se résout pas à se soumettre aux diktats des grandes surfaces, mais qui crie le besoin de récupérer un pouvoir de décision et des liens de partenariat avec les personnes qui produisent ce qu'elles transforment tous les jours en repas pour leur entourage. Persévérer à contre-courant demande engagement et temps à ces femmes dont les journées sont déjà bien remplies. Ne serait-il pas plus simple de tout acheter au magasin? C'est leur idéal de solidarité aussi avec la paysannerie qui les animent et le sentiment de pouvoir participer si peu soit-il à sauvegarder une planète humaine pour tous.

Mme Arce me communique l'urgence de «faire quelque chose», avant que la notion de rentabilité ne fasse disparaître tout ce qui est bon. «Un petit producteur ne va pas tuer sa terre», m'explique-t-elle avec une énergie contagieuse. Et à côtoyer ces femmes le temps de cette entrevue, je me prends à rêver: qu'advierait-il si les consommatrices et les consommatrices ne se contentaient plus de choisir entre deux labels sur les rayonnages des supermarchés mais se mettaient à boudier ces monstres, ne serait-ce que pour une petite partie de leurs emplettes?

Charlotte Wirz

En savoir plus sur l'ACP...

Tous les projets sont listés sur le site d'Uniterre: www.uniterre.ch

... dossier agriculture contractuelle de proximité

Syngenta dérape au Brésil

Le 21 octobre dans l'Etat du Parana au Brésil, Valmir Motta, 42 ans, père de trois enfants, a été exécuté par une milice privée de deux balles dans la poitrine. Cet événement tragique s'est déroulé lors de l'attaque du campement établi par La Via Campesina sur les champs de recherche OGM de Syngenta.

Vers 13h30, un petit bus s'est arrêté devant l'entrée principale de la propriété et un groupe d'environ 40 bandits fortement armés ont tiré sur les paysans. Ils ont cassé le portail de l'entrée, ont exécuté Valmir Motta et blessé cinq autres paysans.

Syngenta a engagé des services de sécurité qui agissent irrégulièrement dans cette région. Ces entreprises sont souvent des sociétés de façade qui engagent illégalement d'autres agents de sécurité pour leurs opérations. Elles forment un groupe armé qui mène des évacuations violentes ainsi que des attaques contre des campements de paysans sans terre.

La Via Campesina exige une enquête sur cette attaque contre les paysans du campement. En commun avec les familles du campement voisin d'Olga Benário, ils luttent pour transformer les champs de recherche de Syngenta en un Centre d'agriculture biologique et de multiplication de semences locales pour l'agriculture familiale et la réforme agraire.

Ce drame a eu un fort écho et a suscité de nombreuses réactions à travers la planète. De par le monde, plusieurs manifestations ont eu lieu devant les représentations diplomatiques suisses. Des actions de protestations sont également prévues pour le 10 décembre, journée internationale des droits humains, pour dénoncer les agissements de Syngenta et pour les droits des paysans.

Pour sa part, Uniterre a d'ores et déjà écrit à Madame Micheline Calmy Rey, Présidente de la Confédération, afin que son département prenne les dispositions nécessaires auprès de la direction de Syngenta à Bâle et auprès de la représentation diplomatique de la Suisse au Brésil. Ceci afin que les auteurs et les commanditaires de ce crime soient poursuivis. Il est du devoir, et de la responsabilité de Syngenta, qui se qualifie de leader mondial de l'agrobusiness, de garantir le respect des droits humains dans ses succursales.

Valentina Hemmeler Maïga